



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

ROYAUME DU LESOTHO



CEA

Information sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Ce document a été rédigé par Hosea Mitala pour le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC et la CENUA.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

La recherche présentée dans cette publication a été réalisée avec l'aide financière et technique du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC. Hébergée au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), elle est financée conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

Veuillez consulter le site systemesesec.ca/apercus-de-pays pour voir la dernière version de ce profil, ou encore pour consulter les profils publiés d'autres pays.

Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	13
Statistiques de l'état civil	13
Causes de décès	14
Numérisation	16
Échange avec les autres secteurs et activités	18
Initiatives d'amélioration et soutien externe	18
Plan d'amélioration et budget	18
Soutien des partenaires du développement	19
Conclusion	20
Ressources	21
Sites Web	21
Documents supplémentaires	21
Notes	22

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) au Royaume du Lesotho.

Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par le département de l'Identité nationale et de l'État civil au sein du ministère des Affaires intérieures en novembre 2020, et complétés par un examen sur dossier des documents disponibles.

Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale sur le pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour les processus d'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

Le rapport servira également d'outil de référence important pour les initiatives d'amélioration d'autres pays.

Bref profil du pays

Le Royaume du Lesotho est un pays enclavé, entouré par la République d'Afrique du Sud. Les montagnes recouvrent la région orientale, tandis que le quart restant est composé de basses terres et de contreforts dans la partie occidentale du pays. Le pays est divisé en quatre zones écologiques : les hautes terres, les basses terres, les contreforts et la vallée de la rivière Senqu.

Le Royaume du Lesotho est un ancien protectorat britannique qui a obtenu son indépendance le 4 octobre 1966. Le roi est le chef de l'État, tandis que le premier ministre est le chef du gouvernement. Le Lesotho est une démocratie parlementaire qui comprend une chambre basse, l'Assemblée nationale, et une chambre haute, le Sénat. On y trouve un système judiciaire indépendant.

Le pays est divisé en 10 districts administratifs dotés chacun d'un administrateur de district. La capitale

Royaume du Lesotho



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

est Maseru; et le territoire entourant la capitale constitue le district de Maseru. Grâce au programme de décentralisation, des pouvoirs gouvernementaux spécifiques tels que la gestion des bureaux d'enregistrement des faits d'état civil ont été dévolus aux districts, et chaque district gère une partie de ses propres affaires. Chaque district exerce des fonctions administratives similaires à celles qui existent à l'échelle du gouvernement national; toutefois, la gouvernance locale reste très étroitement liée au gouvernement central. Outre les districts, le pays est divisé en 80 circonscriptions, puis en 86 conseils, dont 64 conseils communautaires, 11 conseils urbains, 10 conseils de district et 1 conseil municipal. La population est passée de 1,7 million d'habitants en 1990 à 2 millions en 2010, puis à 2,11 millions en 2018.¹

- Superficie : 30 360 km²
- Population : 2 125 268 (estimation de 2018),² avec un taux de croissance annuel de 0,8 pour cent³
- Capitale : Maseru
- Langues de travail officielles : sesotho et anglais
- Ministère chargé de l'état civil : ministère des Affaires intérieures
- Agence d'enregistrement de l'état civil : département de l'Identité nationale et de l'État civil
- Office national des statistiques : Bureau des statistiques

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances	
Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ⁴	14,6 % (2019) ⁵
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	45 % (2018) ⁶
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	87 % (2018) ⁷
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	77 % (2018) ⁸
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an ⁹	87 % (2019) ¹⁰
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	26,8 (2018) ¹¹
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	3,1 (2018) ¹²
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	92,6 (2018) ¹³
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	Non disponible
Accouchements en établissement – pourcentage d'accouchements dans un établissement de santé	87 % (2018)
Décès	
Exhaustivité de l'enregistrement des décès	54,8 % (2019) ¹⁴
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	14,2 (2018) ¹⁵
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	68,08 (2019) ¹⁶
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	86,4 (2018) ¹⁷
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	544 (2019) ¹⁸
Mariages et divorces	
Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	16 % (2018) ¹⁹
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible
Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès	
Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	2019
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Au Lesotho, l'enregistrement des faits d'état civil a commencé pendant la période coloniale mais ne concernait alors que les ressortissants des puissances coloniales. En ce qui concerne l'enregistrement des faits d'état civil, la législation du Lesotho a évolué au fil des étapes de l'histoire politique et administrative du pays. La *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* de 1973, qui est entrée en vigueur en avril 1975, a été précédée par la Proclamation coloniale n° 17 sur les naissances et les décès de 1947.

La *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* a été complétée ultérieurement par le Règlement sur les naissances et les décès de 1974. La *Loi sur le mariage*, promulguée en 1974, est entrée en vigueur le 2 août de la même année afin de prévoir la célébration et l'enregistrement du mariage civil. La *Loi sur le mariage* de 1974 a remplacé la Proclamation coloniale n° 7 sur le mariage de 1911. À la différence de ce qui existe pour le mariage, le divorce ne se trouve pas dans la loi, mais reste une question de droit commun. Toutefois, la *Loi sur les cartes nationales d'identité* de 2011 prévoit que le divorce est l'un des faits à enregistrer dans l'état civil.

Il est très rare que les mariages coutumiers et civils se soldent par des divorces au Lesotho. Les lois de Lerotholi, rédigées en 1903, orientent également l'enregistrement de l'état civil. Par exemple, en vertu du droit coutumier, le chef de famille doit signaler la naissance d'un enfant ou le décès d'un membre de sa famille dans les plus brefs délais à son chef pour que le fait soit consigné dans un livre prévu à cet effet.

Cadre législatif

Au Lesotho, l'enregistrement des faits d'état civil et l'identification sont régis par les mesures législatives suivantes :

- La *Loi n° 22 sur l'enregistrement des naissances et des décès* de 1973;
- Le Règlement sur l'enregistrement des naissances et des décès de 1974;
- La *Loi n° 10 sur le mariage* de 1974;
- Les lois de Lerotholi de 1935;
- La *Loi sur les cartes nationales d'identité* de 2011;
- La *Loi sur la protection des données* de 2011;
- La *Loi sur la protection et le bien-être des enfants* de 2012.

L'objectif poursuivi grâce à la *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* est de garantir l'enregistrement obligatoire et universel des naissances et des décès dans le Royaume du Lesotho et d'établir un système efficace d'enregistrement des naissances et des décès pour les citoyens. La loi est conforme à la *Loi n° 07 sur la protection et le bien-être des enfants* de 2011 qui prévoit entre autres choses qu'« un enfant a le droit d'être enregistré dans les trois mois suivant sa naissance, qu'il soit né vivant ou mort-né » (article 8). L'article 9 de la loi enjoint au ministère responsable de l'enregistrement des naissances et des décès de tenir et gérer des données systématiques et exhaustives sur l'ensemble des groupes d'enfants orphelins et vulnérables.

Gestion, organisation et fonctionnement

Voici les ministères responsables de la déclaration et de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'identification :

- Le département de l'identité nationale et de l'État civil au sein du ministère des Affaires intérieures;

- Le ministère de la Santé;
- Le gouvernement local (les chefs).

Le ministère des Affaires intérieures, par le biais du département de l'Identité nationale et de l'État civil (NICR), est responsable de l'enregistrement des faits d'état civil. Le ministère de la Planification du développement, par l'intermédiaire du Bureau des statistiques, est responsable de la production et de la diffusion des statistiques de l'état civil. Le ministère de la Santé joue également un rôle clé dans la déclaration des naissances et des décès survenant dans les établissements de santé. Parallèlement, le ministère de l'Administration locale et des Affaires des chefferies joue également un rôle dans les faits d'état civil qui se produisent dans la collectivité, c'est-à-dire les naissances, décès et mariages coutumiers. Le système judiciaire est responsable des divorces, car toutes les affaires de divorce sont traitées par les tribunaux.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Le Lesotho ne possède aucun dispositif de coordination nationale (groupe de travail technique) qui travaillerait sur les systèmes ESEC au nom du gouvernement.

Centres d'enregistrement de niveau administratif

Le conseil communautaire est le tout premier échelon d'unité administrative auquel on trouve des bureaux locaux d'enregistrement des faits d'état civil. Le nombre total d'installations d'enregistrement des faits d'état civil et le nombre d'officiers d'état civil n'ont pas été fournis.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

La distance moyenne par rapport à un centre d'enregistrement des faits d'état civil est de plus de 10 km. La plupart des personnes se rendent à ces centres à pied ou en voiture.

Enregistrement des faits d'état civil

Jusqu'en 2011, l'enregistrement des naissances et des décès relevait de la compétence du ministère de l'Administration locale et des Affaires des chefferies, connu auparavant sous le nom de ministère de l'Intérieur. Des livrets d'enregistrement des naissances et des décès ont été distribués aux chefs locaux. Lorsqu'un fait d'état civil était signalé, un formulaire de déclaration était rempli. La personne à l'origine du signalement devait présenter le formulaire au bureau de l'administrateur du district aux fins d'enregistrement des naissances et décès et de délivrance de certificats.

Le formulaire de déclaration comportait trois exemplaires : les chefs en conservaient un exemplaire; un exemplaire était présenté au bureau de l'administrateur du district; et le dernier exemplaire était envoyé au Bureau des statistiques pour la production de statistiques de l'état civil. À cette époque, les dossiers de mariage étaient conservés dans le cabinet juridique tandis que les dossiers de divorce étaient conservés par les tribunaux.

Le NICR a commencé à enregistrer les faits d'état civil en 2011. Le processus a été réglementé par la *Loi sur les cartes nationales d'identité* (2011), qui prévoit la création d'un registre national d'identité. Tout le système a été remanié, et chacun a dû faire réenregistrer sa naissance avant de recevoir les nouveaux documents d'identité. Il était prévu que le NICR fournisse à chaque citoyen du Lesotho une carte nationale d'identité, mais le bureau, en raison de ses ressources, s'est vu confier le mandat d'enregistrer les faits d'état civil au Lesotho.

Le NICR a travaillé d'arrache-pied pour améliorer et renforcer le système ESEC dans le Royaume du Lesotho. Le système a été informatisé, et les certificats de naissance, de décès et de mariage sont produits à partir d'un système en réseau qui est interconnecté avec les services d'enregistrement de l'identité et des passeports.

Les ordinateurs sont utilisés pour l'enregistrement ainsi que pour l'entreposage et la recherche.

La base de données conserve les renseignements sous forme électronique et peut donc être facilement mise à jour pour refléter la permanence

et le caractère continu de l'enregistrement des faits d'état civil.

Les faits couverts par le système d'enregistrement de l'état civil sont énumérés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Faits couverts par le système d'état civil.

Faits d'état civil	Le fait est-il couvert?	Les définitions sont-elles harmonisées sur les définitions proposées par les Nations Unies?	Observations supplémentaires
Naissance vivante	Oui	Non	
Décès	Oui	Non	
Mariage	Oui	Non	
Divorce	Oui	Non	Non défini dans la législation
Adoption	Oui	Non	
Accouchement d'un mort-né	Oui	Non	
Légitimation	Oui	Non	Non définie dans la législation
Reconnaissance	Oui	Non	Non définie dans la législation

La *Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès* est exhaustive en ce qui concerne l'**enregistrement des naissances**; elle prévoit la désignation des officiers d'état civil, des officiers d'état civil de district et des officiers d'état civil de district adjoints. Elle oblige également à enregistrer la naissance de chaque enfant au Lesotho et confie aux parents de l'enfant la responsabilité fondamentale de veiller à ce que leur enfant soit enregistré. Si le père et la mère sont décédés ou dans l'incapacité de satisfaire à cette obligation, la loi prévoit que toute personne se trouvant dans les locaux où la naissance a eu lieu ou occupant ces locaux peut, si elle est au fait de la naissance, la déclarer aux fins d'enregistrement. Cette déclaration peut aussi de venir de toute personne présente à la naissance.

Les conditions requises pour l'enregistrement des naissances sont les suivantes :

- identification du père de l'enfant;
- présence du père à l'enregistrement;
- consentement du père;
- identification de la mère de l'enfant;
- présence de la mère à l'enregistrement;
- consentement de la mère;
- certificat de mariage ou preuve de mariage;
- déclaration de naissance;
- carte de vaccination;
- nom de l'enfant;
- certificat de baptême ou lettre de la famille ou de l'autorité locale.

Si le père ou la mère ne sont pas disposés à reconnaître l'enfant, un parent, un tuteur ou un travailleur social peut enregistrer l'enfant.

Les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des naissances sont les suivants :

- **Enfant** : nom, date de naissance, sexe, poids à la naissance, lieu de survenue de la naissance, type de lieu (hôpital, domicile, etc.), date d'enregistrement, lieu d'enregistrement, personne ayant assisté l'accouchée, et type de naissance (simple ou multiple);
- **Mère de l'enfant** : lieu de résidence habituel, lieu ou pays de naissance, situation de famille, nombre d'enfants nés vivants au cours de sa vie, nombre de morts fœtales au cours de sa vie, date du mariage;
- **Père de l'enfant** : date de naissance ou âge, situation de famille, lieu de résidence habituel, profession et date du mariage.

Un acte de naissance est nécessaire pour demander des documents d'identité nationaux, ainsi que pour obtenir un passeport, toucher un héritage et recevoir une aide sociale.

Pour l'enregistrement d'une naissance, la localité où cette naissance a eu lieu fournit les renseignements demandés pour l'enregistrement des faits d'état civil. Il existe deux processus de naissance, selon que la naissance a eu lieu dans la collectivité ou dans un établissement de santé.

- **Naissance dans la collectivité** : le déclarant informe le chef du village de la naissance qui à son tour fournit une lettre de confirmation. Le chef ne peut fournir une lettre d'authentification de la naissance ou du décès que sur demande. La famille apporte ensuite cette lettre au bureau d'enregistrement des faits d'état civil aux fins d'enregistrement.
- **Naissance dans un établissement de santé** : le prestataire de soins de santé traitant délivre un certificat médical ou une carte de santé. Cette preuve médicale de la naissance est

fournie moyennant des frais dans certains établissements de santé. Au bureau de l'officier d'état civil, l'informateur (de préférence les parents), muni d'une preuve de la naissance (comme un certificat médical, une carte de santé ou de clinique et une carte de baptême), est présent pour apporter des renseignements sur la naissance.

L'agent d'enregistrement s'entretient avec l'informateur et remplit le formulaire de demande (formulaire C), qui doit être signé par l'informateur après avoir vérifié que les renseignements enregistrés sont exacts. L'agent d'enregistrement imprime souvent un exemplaire rempli du formulaire C pour que l'informateur puisse le lire avant de le signer, puis enregistre les renseignements que contient le formulaire dans le registre des naissances physiques (formulaire A) que l'informateur ne signe pas nécessairement.

Les formulaires de demande d'enregistrement des naissances sont saisis et traités dans la base de données électronique. L'informateur ne signe pas électroniquement pour approuver les renseignements saisis, mais la signature du directeur du NICR est automatiquement ajoutée. Le numéro d'identité unique est généré automatiquement et relie entre eux tous les autres faits d'état civil ultérieurs. Ensuite, dans le cas d'une inscription dans les délais (dans l'année de la naissance), l'officier d'état civil délivre immédiatement et gratuitement un acte de naissance. Si l'acte de naissance n'est pas délivré immédiatement faute d'approvisionnement, les parents devront revenir le récupérer à une date ultérieure.

Les inscriptions tardives (avant l'âge de 1 an) suivent le même processus, à quelques exceptions près. En plus d'une preuve que la naissance a eu lieu, il faut produire une preuve indiquant que la naissance n'a jamais été enregistrée et une autorisation écrite du directeur du NICR pour procéder à l'enregistrement. Toutefois, la décision est principalement à la discrétion de l'officier d'état civil du district.

Si la paternité de l'enfant n'est pas clairement établie, ou si l'enfant n'a pas encore de nom, il est toujours possible de procéder à l'enregistrement, mais les sections pour lesquelles les indications font défaut restent vides. Il est possible de saisir des renseignements ultérieurement sur présentation d'une déclaration sous serment et avec le consentement de la mère. Si la mère est décédée, un membre de la famille peut la remplacer.

Dans le cas d'un enfant abandonné, le chef du village alerte la police qui mène l'enquête nécessaire et confie le cas à un travailleur social. Selon la *Loi sur la protection et le bien-être des enfants* (2011), après avoir déclaré la naissance à l'officier d'état civil local, le travailleur social est chargé de veiller à ce que l'enfant bénéficie de la protection familiale ou autre exigée. Les pièces justificatives requises pour l'enregistrement des naissances intervenues en dehors du Lesotho sont similaires à celles qui sont exigées pour les naissances intervenues en dehors des établissements de santé. Toutefois, certains documents supplémentaires sont requis, notamment un extrait d'acte de naissance du pays de naissance ou le carnet de vaccination s'il n'est pas possible de produire l'extrait d'acte de naissance.

En cas de **décès**, un certificat de décès officiel est délivré à la famille du défunt après l'enregistrement. Pour faire enregistrer un décès, il convient de présenter les renseignements juridiques suivants :

- un certificat médical de décès, comprenant la date du décès et l'âge au moment du décès;
- la carte d'identité du défunt;
- la carte d'identité de l'informateur.

Le délai d'enregistrement d'un décès est d'un an.

L'enregistrement est gratuit, mais des pénalités sont appliquées en cas d'enregistrement tardif. La procédure d'enregistrement d'un décès ne donne lieu à aucun autre frais officiel. Les exigences en matière d'enregistrement ou les frais d'enregistrement ne dépendent pas du fait que la personne décédée soit résidente du pays ou de nationalité étrangère.

Voici les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des décès :

- **Défunt** : nom, sexe, date de naissance ou âge, situation de famille, lieu de résidence habituelle, et lieu de résidence habituelle de la mère pour les décès de bébé de moins d'un an;
- **Décès** : date du décès, lieu de survenue du décès, type de lieu de survenue (hôpital, domicile, etc.), date d'enregistrement, lieu d'enregistrement et cause du décès;
- **Morts fœtales** : date de survenue de l'accouchement, date d'enregistrement, lieu de survenue, lieu d'enregistrement, type de lieu de survenue (hôpital, domicile, etc.), sexe du fœtus, date de naissance ou âge de la mère, nombre d'enfants nés vivants qu'a eus la mère au cours de sa vie, nombre de morts fœtales qu'a eues la mère au cours de sa vie, et date de la naissance vivante qu'a eue la mère.

Il est nécessaire de produire un certificat de décès pour réclamer un héritage, demander des prestations d'assurance et obtenir une aide sociale pour les enfants orphelins.

Lorsqu'un décès survient à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements de santé, le chef du village en est informé. Dans la plupart des cas, en collaboration avec les conseils, le chef donne une autorisation verbale et un site pour enterrer le corps. Dans les collectivités, les travailleurs de la santé des villages enregistrent tous les décès survenus dans leurs villages respectifs dans un registre des villages des services de santé familiale.

Le chef du village (dans les zones rurales) ou le bureau du conseil municipal (dans les zones urbaines) peut, sur demande, également fournir une lettre manuscrite autorisant l'inhumation.

L'informateur qui a la preuve d'un décès doit le signaler au bureau du NICR du district. Il est interrogé par l'officier d'état civil et remplit le formulaire de demande d'enregistrement de décès (formulaire D).

Il existe généralement deux documents principaux :

- **Rapport d'autopsie** : rapport de police établi lorsque le décès n'a pas eu lieu à l'hôpital ou dans un établissement reconnu. Les établissements de santé délivrent également une confirmation du décès survenu dans leurs locaux. Des frais négociables sont facturés pour la délivrance du certificat médical des causes de décès et pour la réalisation d'une autopsie.
- **Certificat médical de la cause du décès (formulaire Q)** : document délivré par le médecin qui a constaté le décès au moment où celui-ci est survenu.

Chacun de ces documents indique le nom du défunt, la date du décès, la cause du décès et la date d'émission du document. L'officier d'état civil enregistre le fait à l'aide du document approprié, puis consigne officiellement l'information dans le registre physique des décès (formulaire B). L'informateur n'a pas forcément à signer le registre.

Après l'enregistrement, l'officier d'état civil délivre un permis d'inhumer et un certificat de décès pour faciliter l'inhumation du défunt. Dans le cas d'un décès survenu à l'extérieur du pays, il est nécessaire de disposer d'un certificat de décès du pays d'où le corps est acheminé et d'un permis permettant l'inhumation du corps pour importer la dépouille.

Au Lesotho, la célébration des **mariages** est régie par la *Loi n° 10 sur le mariage* de 1974. L'âge légal du mariage est de 21 ans pour les hommes et les femmes. Des dérogations sont prévues dans les cas suivants : 16 ans pour les femmes et 18 ans pour les hommes, avec le consentement des parents ou des tuteurs. Il n'existe aucune obligation juridique d'enregistrer les mariages. Dans le cas où l'un des conjoints est né en dehors du pays ou possède une double nationalité, une déclaration de non-empêchement est la seule autre condition d'enregistrement.

L'avis de mariage est généralement remis à la personne officiant à la célébration du mariage (officier d'état civil du district ou ministre du culte) par les parties elles-mêmes ou par les parents des parties qui ont l'intention de se marier. La personne officiant à la célébration du mariage publie les bans, qui doivent être lus à haute voix trois dimanches de suite avant la célébration du mariage, ou affiche les bans dans un endroit bien en vue pendant une période ininterrompue de trois dimanches (alinéas 17(1)a) et b) de la *Loi n° 10 sur le mariage* de 1974).

Autre possibilité : les parties contractantes peuvent aussi annoncer elles-mêmes le mariage, si elles ont toutes deux atteint l'âge de la maturité (21 ans). Le mariage civil est monogame. Toute personne souhaitant avancer des raisons pour lesquelles le couple ne devrait pas se marier est tenue de former opposition. Cette question doit être résolue avant que le mariage puisse avoir lieu. En l'absence de restriction, la licence de mariage est délivrée. Le mariage doit être célébré dans les 90 jours faute de quoi la licence devient invalide. La licence est présentée à une église approuvée pour célébrer le mariage ou à l'officier d'état civil qui célébrera le mariage et délivrera un certificat de mariage.

Les exigences d'enregistrement des mariages sont les suivantes :

- présence du mari à l'enregistrement;
- présence de l'épouse à l'enregistrement;
- preuve de résidence du mari;
- preuve de résidence de l'épouse;
- preuve de l'âge de l'épouse;
- preuve de l'âge du mari;
- témoin du mariage;
- documents d'identité de la mariée et du marié et de leurs témoins;
- jugement de divorce et certificat de remariage, dans des cas particuliers.

Les renseignements suivants sont recueillis dans le registre des mariages :

- **Conjoints** : date de naissance ou âge de la mariée, lieu de résidence habituelle de la mariée, date de naissance ou âge du marié, lieu de résidence habituelle du marié, et profession des époux;
- **Mariage** : date de célébration du mariage, date d'enregistrement, lieu de célébration, lieu d'enregistrement.

Un certificat de mariage est également essentiel pour enregistrer les enfants, transférer ou partager la propriété foncière et voyager.

Les mariages civils sont enregistrés par l'officier d'état civil du district qui a célébré le mariage ou par un ministre du culte qui est agréé en tant que personne officiant à la célébration de mariages, si le mariage a eu lieu dans une église particulière. Les parties contribuent aux timbres fiscaux chacun 0,03 \$ US, à apposer respectivement sur les certificats originaux et les duplicatas. Si les parties contractantes ont besoin d'une licence particulière, elles doivent payer 0,73 \$ US. La licence particulière est accordée lorsque la cérémonie

de mariage est célébrée dans un endroit autre que les locaux habituels pour la célébration des cérémonies. Toutefois, comme l'exige la loi, les mariés doivent présenter une pièce d'identité à titre de preuve de leur âge à la personne officiant à la célébration de leur mariage. Il est interdit en toute circonstance aux officiers d'état civil locaux de prélever des frais autres que ceux prévus par la loi. La duplication de l'enregistrement ne peut se faire que de manière fortuite; autrement, un seul enregistrement est autorisé. L'erreur peut être détectée par le Bureau du registraire général.

Un mariage coutumier, selon la coutume des Basotho, est considéré comme complet et valide après que trois conditions sont remplies et assorties de preuves substantielles :

- un accord entre les parties;
- un accord entre les familles;
- le paiement d'une partie ou de la totalité du *bohali/lobola*.

Les demandes de **divorce** sont déposées soit devant la Haute Cour, soit devant le tribunal local, selon le type de mariage contracté. Dans les mariages coutumiers, les cas de divorce peuvent également être entendus par les juridictions supérieures du système judiciaire en raison d'un appel interjeté contre la décision des juridictions inférieures. Cependant, au Lesotho, à la différence de ce qui existe pour le mariage, le divorce ne se trouve pas dans la loi. Aucune loi particulière n'exige l'enregistrement des divorces, à l'exception de la *Loi sur les cartes nationales d'identité* (2011) qui inscrit succinctement les divorces parmi les autres faits d'état civil devant être enregistrés dans le registre d'état civil.

L'une ou l'autre des parties au mariage peut présenter une demande de divorce au tribunal. Les parties sont généralement invitées à chercher une réconciliation, qui doit également impliquer les deux familles des parties. Si la réconciliation

échoue, l'avis de l'acte intentionnel de divorce est envoyé au greffier de la Haute Cour; aucune action en justice n'a lieu pendant trois semaines. Chacun des partenaires d'un mariage a le droit d'introduire une demande de divorce devant le tribunal pour dissoudre le mariage. Il n'existe pas de directives ni de normes spécifiques pour l'enregistrement des cas de divorce.

Seuls les tribunaux peuvent prononcer un divorce civil. Après cela, le divorce est considéré comme ayant été enregistré, car des registres sont tenus aux différentes étapes de la procédure. Le processus comprend les étapes suivantes :

1. Le requérant intente une action en justice.
2. Le tribunal signifie l'action en justice au défendeur.
3. Le défendeur dispose de huit jours pour déposer sa réponse ou comparaître.
4. Le requérant reçoit la réponse et est censé demander un jour d'audience pour l'affaire (ce que l'on appelle la mise au rôle). La plupart des affaires de divorce sont entendues à huis clos.
5. Si le requérant trouve grâce aux yeux du juge, le divorce est prononcé. Le jugement ou l'arrêt de divorce rendu est considéré comme un certificat.

Les conditions de résiliation des mariages coutumiers sont guidées par les lois de Lerotholi de 1903, qui prévoient des situations où le divorce coutumier peut être accordé. La législation dispose que : « La résiliation de tout mariage en vertu du paragraphe (1) peut être effectuée par les tribunaux locaux lorsque cette demande est faite par l'une des parties pour cause d'abandon malveillant ou au nom d'une femme pour mauvais traitements ou négligence aggravés ou pour toute autre raison reconnue par le droit coutumier. » Le droit précise que le motif d'une telle demande peut être l'abandon ou des conditions de vie insupportables pour la femme ou le fait que le mari ne s'occupe

pas bien de sa femme. Le droit précise également que le tribunal doit aller jusqu'à se prononcer sur la restitution ou la confiscation de la dot, ainsi que sur la personne à qui la garde des enfants doit être confiée. Comme les divorces civils, les divorces coutumiers sont prononcés après l'échec de tous les efforts déployés pour réconcilier le couple.

Selon les règles islamiques, le divorce est le dernier recours lorsqu'un mariage ne fonctionne pas.

- Seul le mari peut divorcer de sa femme lorsqu'il existe des raisons impérieuses de le faire. La femme peut persuader le mari de divorcer, allant jusqu'à rendre la dot en échange du divorce.
- Lorsque les parties se sont provisoirement mises d'accord sur le divorce, le mari s'adresse aux autorités de la mosquée (*Maulana*), en déclarant son intention de divorcer et les raisons qui la motivent.
- Les autorités interviennent en appelant toutes les parties prenantes, y compris les parents de la femme, dans le but de désamorcer la situation. Si cette intervention échoue, les autorités n'ont d'autre choix que d'inviter les parents de l'épouse ou des témoins (de préférence ceux qui étaient présents lors du mariage) à assister à la procédure de divorce.

Dans un délai de trois mois après avoir indiqué son intention de divorcer, le mari doit avoir informé trois fois son épouse de son intention de divorcer, sinon le divorce ne tient pas. Les divorces ne sont pas enregistrés en tant que tels, mais lorsque le divorce a lieu à la mosquée, les parties doivent remplir et signer un formulaire. Les *Maulana* conservent ce formulaire à la mosquée comme preuve du divorce.

Frais d'enregistrement

L'enregistrement et la certification des faits d'état civil sont gratuits, mais l'enregistrement tardif coûte 0,30 \$ US pour les naissances et 0,17 \$ US pour les décès.

Les coûts directs d'enregistrement des faits d'état civil et de délivrance des certificats sont indiqués dans les tableaux 2 et 3.

Tableau 2 : Frais liés à la délivrance des certificats d'état civil.

Fait d'état civil	Y a-t-il des frais d'enregistrement?	Si oui, frais d'enregistrement (\$ US)	Remarques
Naissance	Non		Des frais s'appliquent uniquement aux enregistrements tardifs
Mariage	Oui	0,02	
Divorce	Non		
Décès	Non		Des frais s'appliquent uniquement aux enregistrements tardifs

Tableau 3 : Frais de certification des faits d'état civil.

Fait d'état civil	Y a-t-il des frais de certification?	Si oui, coût de la certification (\$ US)	Remarques
Naissance	Oui	0,03	Ce chiffre figure dans le règlement de 1974. Toutefois, dans la pratique, aucun frais n'est facturé.
Mariage	Oui	0,02	
Divorce	Non		
Décès	Oui	0,03	Ce chiffre figure dans le règlement de 1974. Toutefois, dans la pratique, aucun frais n'est facturé.

Arrière de naissances non enregistrées

L'estimation de l'arrière de naissances non enregistrées (toute naissance non enregistrée après un an) n'a pas été fournie.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'inscription sont traités manuellement (sur papier) et électroniquement (au moyen d'un ordinateur ou d'une tablette).

Les exemplaires des formulaires d'enregistrement et des certificats disponibles sont les suivants :

- demande de pièce d'identité;
- demande d'enregistrement d'un décès;
- demande d'enregistrement d'une naissance;
- demande d'enregistrement d'un mariage;
- modèle de certificat de naissance.

Système de statistiques de l'état civil

Le Bureau des statistiques, qui dépend du ministère de la Planification du développement, a pour mission de gérer l'ensemble du système statistique national. Au sein du Bureau des statistiques, la Division des statistiques démographiques est chargée de compiler toutes les statistiques relatives à la population. La Section des statistiques de l'état civil est chargée de la production des statistiques de l'état civil.

Les compileurs de données sont des statisticiens travaillant à l'échelle nationale ou infranationale qui collectent tous les formulaires dans les districts et les transmettent au bureau national de Maseru aux fins de compilation. Depuis l'introduction de l'informatisation, dès que les données relatives aux registres d'état civil sont demandées, le NICR les envoie par courrier électronique. Dans la mesure où les renseignements collectés ne sont pas toujours exhaustifs, les rapports des statistiques

de l'état civil manquent souvent de détails tels que la survenue en milieu urbain ou rural et les causes de décès. Le Bureau des statistiques publie les statistiques de l'état civil sur son site Web.²⁰

La *Loi sur les statistiques* (2001) régit le système national de statistiques au Lesotho, y compris la production de statistiques d'état civil. Le paragraphe 4(1) précise que « le bureau est le principal organisme de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données; il est responsable de la coordination, du suivi et de la supervision du système statistique national ». Les renseignements obtenus à partir du système d'enregistrement de l'état civil doivent être rendus anonymes et utilisés essentiellement à des fins statistiques. Ces renseignements sont publiés uniquement sous forme agrégée afin d'en garantir la confidentialité.

Statistiques de l'état civil

Les statistiques de l'état civil sont compilées à partir du système d'état civil.

Tableau 4 : Statistiques de l'état civil compilées à partir du système d'état civil.

Statistiques de l'état civil	Fait compilé à partir du système d'état civil?	Remarques
Naissance vivante	Oui	
Mariage	Oui	Toutes les données ne proviennent pas du système d'enregistrement civil. La plupart des données relatives aux mariages célébrés par des institutions religieuses chrétiennes sont collectées auprès du cabinet juridique du bureau du registraire général.
Divorce	Non	
Décès	Oui	

Couverture et exhaustivité

L'enregistrement des faits d'état civil couvre tous les segments de la population et toutes les zones

géographiques du pays. La dernière estimation de l'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil remonte à 2019.²¹

Tableau 5 : Niveau actuel d'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil au pays.

Fait d'état civil	Exhaustivité de l'enregistrement (%) ²²				Remarques
	2016	2017	2018	2019	
Naissance vivante	17,2	17,9	15,1	14,6	
Mariage					Non disponible
Divorce					Non disponible
Décès	36,8	37,3	37,3	54,8	

Les rapports les plus récents sur les statistiques de l'état civil proviennent du Bureau des statistiques.²³

Causes de décès

L'enregistrement des décès est également régi par la Loi sur l'enregistrement des naissances et des décès (1973). Les décès sont enregistrés pour surveiller les niveaux de mortalité, l'une des

trois composantes de l'évolution de la population, et pour vérifier si le système de santé du pays s'améliore. Les faits déclarés et survenus dans les districts déterminent le taux d'enregistrement et représentent une mesure de l'importance de la mortalité à l'échelle infranationale. La figure 1 indique les tendances du nombre de décès de 2013 à 2019.²⁴

Figure 1 : Nombre de décès au Lesotho de 2013 à 2019.

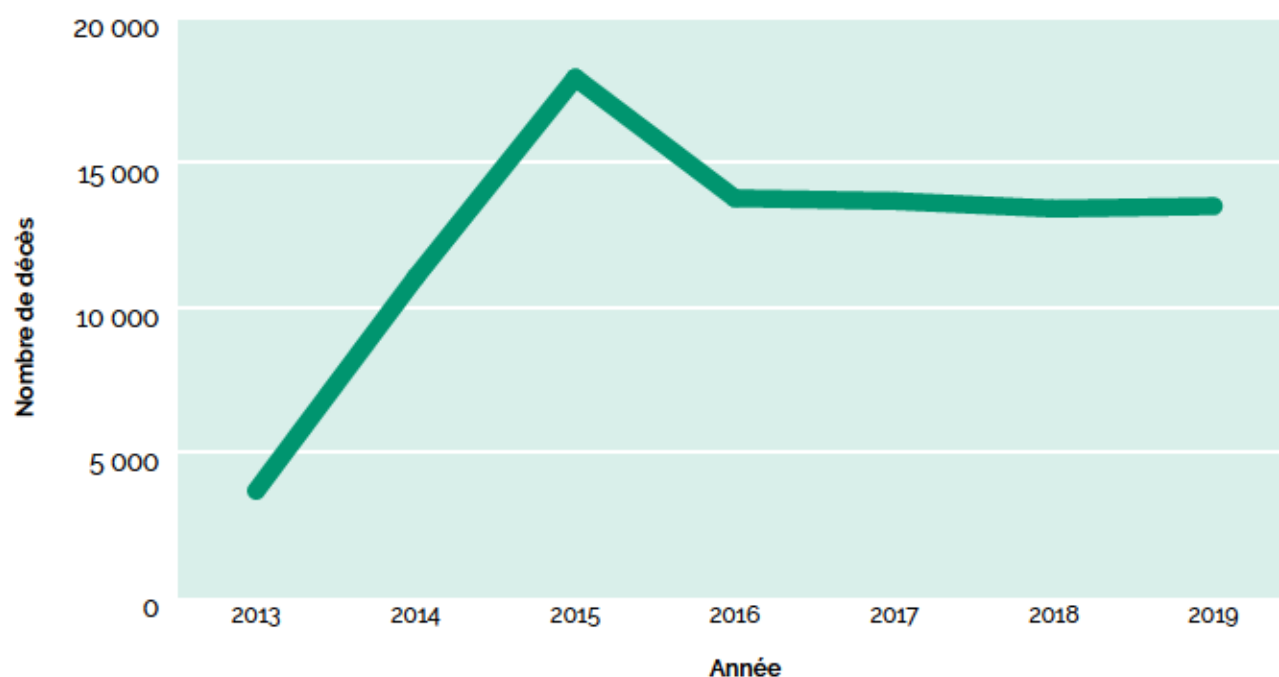


Tableau 6 : Renseignements sur les causes de décès recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil.

Cause de décès	Les renseignements sur les causes de décès sont-ils recueillis par l'intermédiaire du système d'état civil?	Le formulaire international normalisé de certificat médical de cause de décès est-il utilisé pour enregistrer des décès?
Décès dans les établissements de santé	Oui	Non
Décès naturels dans les collectivités	Non	Non
Décès non naturels dans les collectivités	Oui	Non

Si le décès ne survient pas en établissement, les outils ou méthodes d'autopsie verbale ne sont pas utilisés pour recueillir des renseignements sur la cause du décès. Aucun outil de codage de la cause du décès n'est utilisé.

Le dernier compte rendu sur les causes de décès a été publié dans le rapport de 2019 sur les statistiques de l'état civil. Au total, 13 494 des décès survenus en 2019 ont été enregistrés. On a enregistré plus de décès chez les hommes

(51,8 pour cent) que chez les femmes (48,2 pour cent). Les rapports de décès des hommes ont dépassé ceux des femmes tous les mois sauf en mai, juin et juillet. C'est au mois de novembre que le nombre de décès signalés (1 178) a été le plus important, et au mois de février qu'il a été le plus faible (1 033).

Le tableau 7 indique la répartition en pourcentage des décès par mois et par sexe du défunt en 2019.

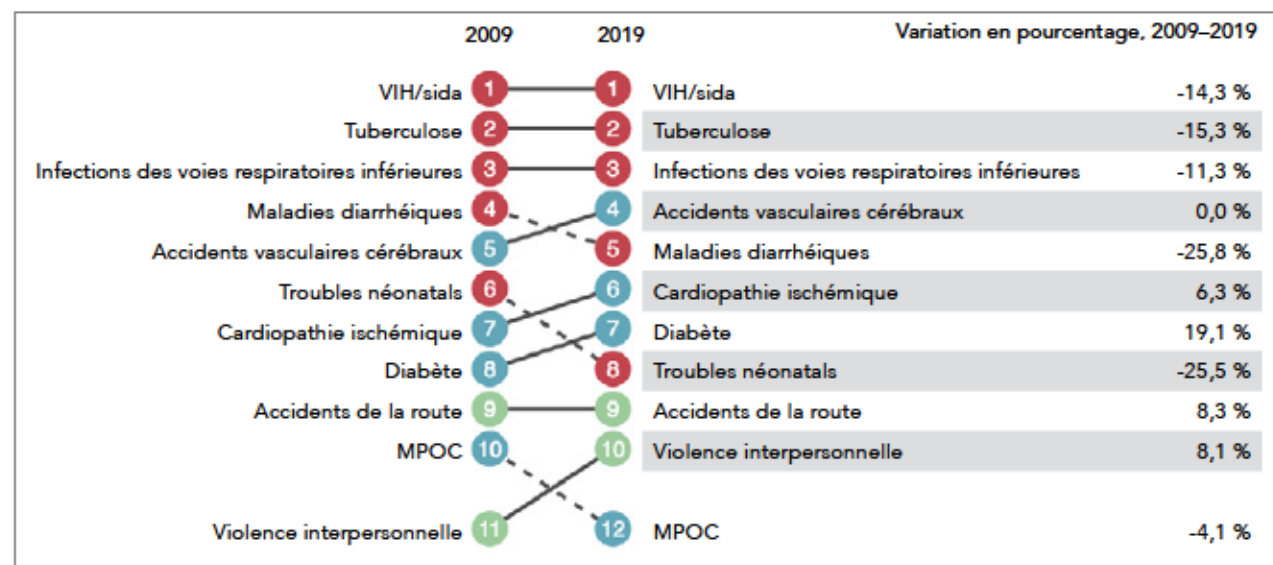
Tableau 7 : Répartition en pourcentage des décès en fonction du mois et du sexe du défunt, 2019.

Mois	Homme	Femme	Total
Janvier	53,40	46,60	1 149
Février	54,40	45,60	1 033
Mars	54,10	45,90	1 063
Avril	53,30	46,70	1 085
Mai	49,70	50,30	1 152
Juin	48,90	51,10	1 129
Juillet	48,80	51,20	1 158
Août	52,00	48,00	1 076
Septembre	52,90	47,10	1 132
Octobre	52,40	47,60	1 174
Novembre	50,70	49,30	1 178
Décembre	51,70	48,30	1 165
Moyenne : 51,86	Moyenne : 48,14	Total : 13 494	

D'autres sources, telles que Health Data,²⁵ indiquent les dix principales causes de décès au Lesotho de 2009 à 2019. Le VIH/sida, la

tuberculose et les infections des voies respiratoires inférieures sont les trois principales causes de décès, tous âges confondus.

Figure 2 : Causes de décès les plus fréquentes entre 2009 et 2019 au royaume du Lesotho.²⁶



Numérisation

Le registre national d'identité et d'état civil, la base de données de l'état civil et le registre de la population sont totalement interopérables. Le registre de la population utilise les registres d'enregistrement des naissances pour traiter les documents d'identité lorsque la personne atteignant l'âge requis de 16 ans se rend dans un bureau du NICR pour demander une carte d'identité. Lorsqu'un accouchement a lieu dans la collectivité, le travailleur de la santé du village rend visite à la famille pour recueillir les données relatives à la naissance.

Le travailleur de la santé du village communique ensuite les données aux centres de santé qui les saisissent dans le DHIS2/HMIS sous forme de chiffres agrégés. Le ministère de la Santé utilise les données du système HMIS pour mesurer le niveau de prestation des services de santé dans le pays.

Il existe également un registre électronique dans 45 établissements de santé. Il s'agit d'une plateforme ouverte robuste et flexible, mise au point pour saisir les données individuelles tout au long du processus clinique.

Informatisation

L'utilisation de l'ordinateur est décrite dans le tableau 8.

Tableau 8 : Utilisation de l'ordinateur pour l'enregistrement des faits d'état civil.

Centre	Les ordinateurs sont-ils utilisés pour enregistrer les faits d'état civil?	Remarques
Bureaux d'enregistrement locaux dans tout le pays	Oui	Des ordinateurs sont utilisés dans l'ensemble des 10 bureaux de district et dans seulement 4 bureaux de conseil communautaire.
Centres urbains	Oui	1 centre urbain
Établissements de santé	Non	Le registre électronique dans 45 établissements n'est pas relié au système d'enregistrement de l'état civil.

Application de la technologie mobile

Le bureau du NICR n'a pas conclu d'accord institutionnel avec les exploitants de réseaux mobiles ou les commissions gouvernementales de communication. La technologie mobile est utilisée pour la déclaration de la survenue des faits d'état civil.

Numéro d'identification unique

Un numéro d'identification individuel unique est attribué lors de l'enregistrement de la naissance. Les personnes utilisent ce numéro pour demander une carte d'identité à l'âge de 16 ans.

La base de données de l'état civil et le registre de la population sont totalement interopérables. Le registre de la population utilise les registres d'enregistrement des naissances pour traiter les enregistrements ou cartes d'identité lorsque la personne atteignant l'âge requis de 16 ans se rend dans un bureau du NICR pour demander une carte d'identité.

Le NICR est également chargé de délivrer les cartes nationales d'identité et de tenir le registre de la population. Il a été créé en vertu de la *Loi sur les cartes nationales d'identité* (2011). Le numéro d'identité unique d'une personne, délivré lors de l'enregistrement de la naissance, figure sur l'acte de naissance de cette personne et reste le même tout au long de sa vie. Le numéro ne sera pas réattribué à une autre personne.

L'enregistrement des faits d'état civil et la délivrance des cartes d'identité sont traités par un système automatisé, conçu et réalisé sur mesure. Ce système est composé de différents modules destinés à enregistrer les différents faits d'état civil et à délivrer les cartes d'identité; il est entièrement intégré. Le système dispose également de modules d'interrogation et de rapports pour une meilleure gestion.

La *Loi sur la protection des données* (2011) constitue la principale mesure législative régissant la protection des données au Lesotho. Elle consacre les principes du traitement des renseignements personnels et vise à protéger la vie privée des personnes.

La loi décrit les responsabilités des différents acteurs dans le domaine de la protection des données, comme celles du responsable du traitement des données et du préposé au traitement de ces données. Les responsables du traitement des données et les préposés au traitement de ces données doivent tenir compte des principes de la protection des données, y compris ceux de minimisation des données et de précision des objectifs. La loi définit les droits des personnes concernées et crée la Commission de protection des données, qui est chargée de faire appliquer la loi.²⁷

La loi établit une distinction entre les données personnelles et les données personnelles sensibles, ces dernières comprenant les données relatives au comportement criminel, à la santé et aux convictions religieuses et philosophiques. Bien que le traitement de ce type de données soit généralement interdit, la commission peut donner l'autorisation de le faire à un préposé au traitement des données.

La loi s'inscrit dans le cadre juridique général de la protection des données au Lesotho, qui comprend des textes législatifs tels que la politique de 2005 sur les technologies de l'information et de la communication du Lesotho et la *Loi sur les communications* (2012). En vertu de l'article 23 de la *Loi sur la protection des données*, les responsables du traitement des données sont tenus d'informer la Commission de la protection des données et la personne concernée lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire que les renseignements personnels de cette personne ont été consultés ou acquis par une personne non autorisée.

Numérisation des données historiques d'état civil

Aucune information n'a été fournie.

Lien avec le système d'identification

Aucune information n'a été fournie.

Échange avec les autres secteurs et activités

Aucune information n'a été fournie.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Le NICR dispose d'un plan stratégique quinquennal pour la période 2020–2024.

Allocations et besoins budgétaires

- Le budget total du plan stratégique quinquennal approuvé a été estimé à 28 487 755 \$ US.
- Un total de 10 245 100 \$ US a été alloué par le trésor public au système d'enregistrement des données d'état civil pour l'exercice 2020–2021.
- Le soutien apporté par les partenaires du développement, en nature ou autrement, est estimé à 51 000 \$ US.

Activités identifiées comme hautement prioritaires

Les activités d'ESEC identifiées comme hautement prioritaires dans le plan national sont énumérées au tableau 9.

Tableau 9 : Activités hautement prioritaires manquant de financement dans le plan national.

Secteurs prioritaires du plan stratégique ayant un financement insuffisant ²⁸	Coût estimatif (en \$ US)	Allocation prévue du gouvernement	Écarts budgétaires prévus	Remarques
Renforcer la coordination entre les principales parties prenantes	18 990	30 %	70 %	En raison de la pandémie de COVID-19, l'enveloppe budgétaire a considérablement diminué.
Améliorer l'accès et la couverture des services d'enregistrement des faits d'état civil	696 187	30 %	70 %	
Résorber l'arriéré d'enregistrement des naissances et des décès		30 %	70 %	
Actualiser le cadre législatif	1 782 068	30 %	70 %	
Intensifier les campagnes de sensibilisation du public	201 339	30 %	70 %	
Créer et mettre en œuvre un système de cadre de suivi et d'évaluation	4 138 009	30 %	70 %	

Parmi les priorités cernées à venir dans le cycle de planification du pays ou du Bureau de l'état civil, on peut citer :

- améliorer l'accès et la couverture;
- consolider l'enregistrement des systèmes de causes de décès;
- éliminer l'arriéré des enregistrements tardifs;
- intensifier les campagnes de sensibilisation et d'information du public.

Soutien des partenaires du développement

Les partenaires du développement qui ont apporté leur soutien aux initiatives d'amélioration du système ESEC dans le pays sont énumérés dans le tableau 10.

Tableau 10 : Soutien externe du système ESEC.

Organisations internationales, organisations non gouvernementales et partenaires	Mandat
UNICEF	Enregistrement universel des naissances, protection des enfants
Organisation mondiale de la Santé	Appui technique sur la mise en œuvre des causes de décès, surveillance de la mortalité

Conclusion

Malgré les progrès réalisés en matière d'enregistrement des faits d'état civil, celui-ci n'est pas encore universel et le pays n'est pas en mesure de produire des statistiques d'état civil fiables et continues. Plus précisément, le Royaume du Lesotho n'est pas en mesure de déterminer les causes de décès ou d'utiliser des outils comme la version 11 de la classification internationale des maladies pour mesurer les différentes causes de décès.

Le pays souhaiterait parvenir à une coordination plus efficace et efficiente entre les principales parties prenantes nationales en mettant en commun les efforts des acteurs impliqués dans le système d'état civil.

Ressources

Sites Web

Bureau des statistiques de Lesotho :
bos.gov.ls

Gouvernement de Lesotho.
Ministère des Affaires intérieures :
gov.ls/ministry-of-home-affairs

Organisation mondiale de la Santé (OMS) Lesotho.
who.int/countries/lso

UNICEF Lesotho.
data.unicef.org/country/lso

Documents supplémentaires

Data Guidance. 2019. Lesotho. *Data Protection Act of 2011*. dataguidance.com/opinion/lesotho-data-protection-act-2011

Gouvernement de Lesotho. 1973. *Registration of Births and Deaths Act*. data.unicef.org/wpcontent/uploads/2017/12/registration_of_births_and_deaths_regulations_1974_lesotho.pdf

Gouvernement de Lesotho. 2011. *Children's Protection and Welfare Act*. data.unicef.org/wpcontent/uploads/2017/12/children-act-lesotho.pdf

Gouvernement de Lesotho. *Marriage Act No. 10 of 1974*. data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/marriage_act_1974_lesotho.pdf



Notes

- 1 Banque mondiale. 2018. Country Profile Lesotho.
databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=LSO
- 2 Ibid.
- 3 Ibid.
- 4 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée (habituellement une année). Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway (2016).
- 5 Gouvernement de Lesotho. 2019. Bureau of Statistics. Vital Statistics (Births & Deaths) 2019.
bos.gov.ls/Publications.htm
- 6 UNICEF. s.d. Lesotho. Key Demographic Indicators. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. data.unicef.org/country/lso
- 7 Rapport MICS. 2018.
- 8 UNICEF. s.d.
- 9 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 10 Organisation mondiale de la Santé (OMS). s.d. Global Health Observatory data repository.
apps.who.int/gho/data/node.main.A831?lang=en
- 11 Banque mondiale. 2021. DataBank. Indicateurs du développement dans le monde. Lesotho.
databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=LSO
- 12 Ibid.
- 13 Ibid.
- 14 Gouvernement de Lesotho. 2019.
- 15 Banque mondiale. 2021.
- 16 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. 2020. Under-Five Mortality Rate. Lesotho. childmortality.org/data/Lesotho
- 17 Ibid.
- 18 UNICEF. s.d.
- 19 Rapport MICS. 2018.
- 20 Gouvernement de Lesotho. 2019.
- 21 NICR Reports. 2019.
- 22 Par exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil, on entend le nombre réel d'événements démographiques enregistrés (naissances ou décès) divisé par le nombre estimé de ces événements (naissances ou décès). On parle d'enregistrement complet ou d'exhaustivité à 100 pour cent lorsque tous les événements démographiques survenus dans la population d'un pays donné (ou d'une région) au cours d'une période particulière ont été enregistrés dans le système.
- 23 Gouvernement de Lesotho. 2019.
- 24 Ibid.
- 25 IHME. s.d. Lesotho. healthdata.org/lesotho

26 Ibid.

27 DataGuidance. 2019. Lesotho. *Data Protection Act 2011*.
dataguidance.com/opinion/lesotho-data-protection-act-2011

28 Les priorités de premier plan devraient être déterminées dans l'évaluation menant à la préparation du plan stratégique. Les priorités peuvent varier d'un pays à l'autre. De façon générale, on pourrait donner comme exemple la défense des droits, la mise à jour du cadre juridique, l'amélioration de la couverture de l'enregistrement, l'amélioration de la qualité des registres, le renforcement de la coordination entre les principales parties prenantes, la production de statistiques sur l'état civil, notamment les causes de décès, l'introduction de la technologie et l'élimination de l'arriéré dans l'enregistrement des naissances.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL

Canada